

Unité départementale du Bas-Rhin
14 rue du Bataillon de Marche n° 24
67050 STRASBOURG Cedex

Strasbourg, le 4 mars 2022

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 03/03/2022

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

SARL SCHNEIDER GEORGES & FILS

HINTERWALD
67320 BUST

Références : 0025

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 03/03/2022 dans l'établissement SARL SCHNEIDER GEORGES & FILS implanté HINTERWALD - 67320 BUST. L'inspection a été annoncée le 02/03/2022. Cette partie «Contexte et constats» est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Le contrôle a été réalisé à la suite du signalement de rejets très concentrés en sable, à la sortie des installations de la société SCHNEIDER.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- SARL SCHNEIDER GEORGES & FILS
- HINTERWALD - 67320 BUST
- Code AIOT dans GUN : 0006700025
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- Non IED - MTD

La société SCHNEIDER Georges et Fils exploite des carrières de grès à BUST.
Des installations de taille, sciage de minéraux sont également présentes dans le périmètre de la carrière située au lieu-dit "Hinterwald".

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- rejet dans les eaux superficielles
- entretien des installations de traitement des eaux de procédé

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Madame la Préfète ; il peut s'agir par exemple d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension ...

Il existe trois types de suites :

- «avec suites administratives» : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame la Préfète, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- «susceptible de suites administratives» : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il sera proposé à Madame la Préfète, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- «sans suite administrative».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
Prévention des pollutions	Arrêté Préfectoral du 29/09/1997, articles 7 et 17	/	Sans objet
Situation administrative	Arrêté Préfectoral du 29/09/1997, articles 1 et 2	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Il a été constaté que les bassins de décantation des eaux de procédé étaient pleins, témoignant d'un entretien insuffisant ne permettant pas de maîtriser les rejets dans le milieu naturel. Il en découlait des rejets très concentrés en sable dans le Kassmattgraben.

L'exploitant a curé les bassins le 4 mars 2022, remédiant ainsi à la situation.

Cette exploitation avait déjà fait l'objet de signalement en 2014. En conséquence, des prescriptions complémentaires sont proposées afin d'encadrer les rejets, l'entretien des bassins de décantation et la surveillance des rejets.

2-4) Fiches de constats

Nom du point de contrôle : Situation administrative

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 29/09/1997, articles 1 et 2
Thème(s) : Autre, Evolution de la nomenclature
Prescription contrôlée : Les installations et leurs annexes seront situées, aménagées et exploitées conformément aux plans et données techniques contenus dans les différents dossiers de demande d'autorisation en tout ce qui n'est pas contraire aux dispositions du présent arrêté et des règlements en vigueur. Par référence au plan cadastral n° 1 annexé au présent arrêté, le périmètre autorisé est limité : - aux parcelles suivantes : section 16 : n° 114, 115, 137, 139, 140, 141, 142, 143, 144, 145 section 12 : n° 7, 8, 9, 158 au lieu-dit Hinterwald.
Constats : La carrière et les installations connexes sont autorisées par l'arrêté du 29 septembre 1997. L'atelier de travail des minéraux a bénéficié d'un récépissé de déclaration le 9 août 1990 pour la rubrique n° 296. Compte tenu de la modification de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement et des seuils associés, les installations de travail des minéraux, déclarées en 1990 pour la rubrique 296 (taillage, sciage, polissage de corps minéraux [...]), ne relèvent plus d'un régime de classement pour la rubrique 2524 (Taillage, sciage et polissage de minéraux naturels ou artificiels). En effet, la puissance des installations (contrat d'électricité pour une puissance de 90 kW) est très inférieure au seuil de déclaration fixé à 400 kW. En conséquence, les installations ne sont pas concernées par les dispositions de l'arrêté ministériel du 30 juin 1997 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées pour la protection de l'environnement soumises à déclaration sous la rubrique n° 2524 : " Minéraux naturels ou artificiels tels que le granit, l'ardoise, le verre, etc (Ateliers de taillage, sciage et polissage de)". Toutefois, considérant la situation de ces installations dans le périmètre autorisé et leur connexité avec la carrière, elles sont également concernées par l'arrêté du 29 septembre 1997.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Prévention des pollutions

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 29/09/1997, articles 7 et 17
Thème(s) : Risques chroniques, Eaux superficielles

Prescription contrôlée :

7. L'exploitation et la remise en état du site devront, à tout moment :

[...];

- préserver la qualité des eaux superficielles et souterraines, ainsi que limiter les incidences de l'activité sur l'écoulement.

17. L'exploitant prendra toutes les dispositions nécessaires dans la conduite de l'exploitation pour limiter les risques de pollution des eaux [...].

Constats : Au cours de l'inspection, des rejets très chargés en sable ont été observés en sortie des bassins de décantation.

La couleur du Kaasmattgraben change au niveau du point de rejet. De limpide en amont, l'eau est de couleur brun/orangée en aval du point de rejet.

L'incidence de ce rejet est également perceptible à la confluence entre le Kaasmattgraben et la Zinsel du sud, située 300 à 400 mètres en aval.

Les bassins de décantation sont pleins et ne permettent plus un traitement adapté des eaux de procédé.

L'exploitant a indiqué que le dernier curage des bassins a été réalisé mi-novembre 2021, sans pouvoir le justifier.

Il a également précisé que la météo des dernières semaines n'avait pas permis d'emprunter le chemin qui permet d'accéder aux bassins car celui-ci était trop humide.

Le jour de l'inspection, le chemin était praticable.

Ces constats constituent une non-conformité.

Par lettre du 30 avril 2014, l'exploitant avait indiqué que :

- afin de limiter l'impact de son activité sur le milieu aquatique, l'entretien et la vidange des bassins de décantation seraient effectués à raison de 6 fois par an au lieu de 3 actuellement ;

- un quatrième bassin de décantation serait réalisé en septembre 2014 pour remédier aux problèmes réguliers de pollution.

Il a été constaté que ces propositions n'ont pas été suivies d'effet. L'exploitant a indiqué qu'un curage est réalisé environ 3 fois par an et que le quatrième bassin n'a pas été réalisé.

Par courriel du 4 mars 2022, l'exploitant s'est engagé à curer les bassins une fois par trimestre.

Les bassins de décantation ont été curés le 4 mars 2022. L'exploitant a transmis des photos justifiant des travaux réalisés.

L'exploitant a remédié à la non-conformité.

Observations : L'Inspection propose de prendre des prescriptions complémentaires afin d'encadrer l'entretien des installations de traitement des eaux de procédé et notamment :

- le curage des bassins 4 fois par an ;

- la consignation des opérations d'entretien dans un registre.

Par ailleurs, compte tenu de l'incidence potentielle des rejets sur le milieu, il est également proposé de prescrire des valeurs limites d'émission (issues de l'arrêté ministériel déclaration), ainsi qu'une surveillance des rejets.

En outre, considérant que l'étude réalisée par l'ENCEM en septembre 1999 et prévue par l'article 20.1 de l'arrêté du 29 septembre 1997 n'a pas conclu sur la compatibilité des rejets avec le milieu et notamment la Zinsel du sud, il est proposé de prescrire la réalisation d'une étude justifiant de la compatibilité des rejets avec les objectifs de qualité du milieu (Zinsel du sud en aval proche de la confluence avec le Kassmattgraben).

La dernière surveillance des rejets a été réalisée en décembre 2018 (rapport Eurofins du 4 janvier 2019).

Il est demandé à l'exploitant de procéder à une analyse des rejets après curage des bassins de décantation et avant le prochain curage (pH, température, hydrocarbures totaux, matières en suspension). Elles comporteront également une mesure des débits et une évaluation du flux rejeté.

Type de suites proposées : Sans suite

Proposition de suites : Sans objet

ANNEXE

Photographies

Bassins de décantation



Rejet dans le Kaasmattgraben



Confluence entre le Kaasmattgraben et la Zinsel du sud



